

LANCEMENT PROCHAIN DE 4 USINES DE GÉNÉRIQUE EN ATTENDANT L'INSULINE

Saidal affiche sa bonne santé

Saidal déploie son plan d'action à l'horizon 2014. Un investissement de plus de 20 milliards de dinars sera consenti pour le lancement de quatre usines de production de médicaments génériques, d'une unité de production en oncologie ainsi que la concrétisation du projet de partenariat pour la production d'insuline.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Après avoir failli être privatisée, Saidal se redéploie. D'ici 2014, plusieurs projets sont inscrits à l'ordre du jour avec comme objectif affiché : se substituer à l'importation.

Actuellement, l'entreprise publique détient seulement 7% de part de marché et ambitionne d'atteindre les 20% en 2014. A cette échéance, l'entreprise aura mis en marche quatre unités de production de génériques (Constantine, Annaba, El Harrach et Cherchell).

Ces usines auront une capacité de production égale à ce que produit l'entreprise actuellement. Les études nécessaires pour le lancement de ces projets sont finalisées, a affirmé hier Boumediène Derkaoui, le P-dg de Saidal qui était l'invité du forum du quotidien *Liberté*.

En 2013, ces unités entreront en production. Au mois de juin, les études pour la réalisation de l'usine pour les produits d'oncologie seront achevées. L'usine en question sera réalisé en partenariat avec des fonds koweïtiens. Dès que le business plan sera finalisé, Saidal sera en mesure de savoir quelle molécule et avec qui seront fabriqués les médicaments destinés aux malades atteints de cancer. Saidal compte également concrétiser le projet d'usine de fabrication d'insuline à Constantine en partenariat avec Novonordisk.

Actuellement, Saidal couvre 3% seulement du marché mais avec un investissement de 14 milliards de dinars le volume de production passera à 22 millions d'unités, un volume qui permet non seulement de couvrir les besoins du marché mais égale-

ment penser à l'exportation. L'insuline produite sous licence en Algérie aura les mêmes caractéristiques que celle produite par Novonordisk et ne rencontrera pas les mêmes résistances que celles connues par l'insuline produite par Saidal seule.

Affirmant vouloir réserver la primeur des chiffres de 2012, le P-dg de Saidal révèle néanmoins que la trésorerie se portait bien et qu'une progression de 7% dans le chiffre d'affaires était enregistrée.

Bouclant sa troisième année à la tête de l'entreprise en avril prochain, le P-dg de Saidal dit prépa-



Saidal couvre 3% seulement du marché.

rer son départ mais cela ne l'empêche pas de lancer une restructuration de l'entreprise. Une nou-

velle nomenclature des postes et une nouvelle grille de salaires sont en vigueur depuis peu. S'il y

a des mécontents, dit-il, ils font certainement partie des moins compétents qui ont bénéficié des années durant d'un sur-classement. Une situation que Derkaoui assimile à «des dérives salariales».

Interrogé au sujet des relations souvent tendues entre l'entreprise et ses clients, le P-dg de Saidal reconnaît une certaine rigidité dans les conventions les liant aux grossistes et avoue que, souvent, des réponses bureaucratiques ont été données à des problèmes d'ordre bureaucratique.

Il a cependant refusé de répondre à une question relative à des tensions avec la Pharmacie centrale des hôpitaux, arguant qu'il n'aimait pas la polémique et qu'une séance de travail s'imposait avec ce client pour déterminer les responsabilités des uns et des autres.

N. I.

RELANCE INDUSTRIELLE ET USAGE DES TIC

Signature d'une convention-cadre

La relance économique et industrielle peut-elle se passer de l'usage des technologies de l'information et de la communication au moment où la compétitivité fait rage autour d'un meilleur positionnement localement et la conquête de parts de marché à l'international ?

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une fausse question tant elle porte en elle-même la réponse dont les premiers responsables des deux départements ministériels, ceux de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication et de la PME et de la Promotion de l'investissement, en sont convaincus.

C'est pour cela, d'ailleurs, qu'ils sont allés au-delà de la simple profession de foi maintes fois et publiquement exprimée pour matérialiser cette conviction commune.

C'était hier, à travers la signature d'une convention-cadre portant intégration des technologies

de l'information et de la communication comme vecteur structurant et instrument de modernisation et de promotion des entreprises industrielles et autres PME.

Intervenant en premier avant le paraphe de cet accord, Chérif Rahmani a tenu d'abord à partager sa conviction selon laquelle il ne saurait y avoir d'industrie sans services et sans technologies avant de sérier les objectifs assignés à cette convention.

En tout premier lieu, dématérialiser l'administration dans tous ses démembrements à travers la généralisation des nouvelles technologies, invitant, au passage, le responsable informatique de son département à mettre en

pratique le plan de développement de l'internet datant de deux ans. En second lieu, poursuivra-t-il, il s'agira de transformer numériquement la sphère économique, plus particulièrement celle de l'industrie à travers deux niveaux : la transformation numérique de l'administration et des entreprises industrielles et des PME.

Rahmani se voudra plus explicite en évoquant l'élaboration de programmes de formation en TIC pour le secteur industriel et les PME ainsi que la diffusion de ces nouvelles TIC et la généralisation de leur usage à même, dira-t-il, de permettre à ces entités industrielles de développer leur compétitivité sur les marchés.

Il parlera également de l'encouragement de l'innovation en favorisant la création d'entreprises innovantes (start-up) avec l'incitation des entreprises industrielles et des PME à initier des

projets de recherche dans le domaine des TIC.

Plaidant pour que nos entités économiques prennent, enfin, conscience de tout l'apport et de l'appui incommensurables des TIC, Moussa Benhamadi insistera sur l'impérative mobilisation de tous, pour que nos entreprises s'y intéressent, car seule issue, selon lui, à même de leur permettre plus d'agressivité régionale voire internationale.

Il fera part, de l'étude, la semaine prochaine, par le CPE (Comité de participation de l'Etat), d'un plan élaboré par la commission haut-débit portant généralisation de la fibre optique aux agglomérations de moins de 1000 habitants.

Un projet qui profitera également aux zones d'activités aux quatre coins du pays.

M. K.

EN ASSOCIATION AVEC L'UE

Un observatoire pour les filières agricoles et agroalimentaires

Après un long processus de restructuration des filières agricoles, Rachid Benaïssa donne un second souffle à sa politique de renouveau agricole et rural en initiant un Observatoire en association avec l'Union européenne, afin d'assurer la maîtrise de l'évolution de l'«économie des filières» et des «marchés agricole et agroalimentaire».

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa a procédé hier au lancement d'un projet de jumelage pour la création de l'Observatoire des filières agricole et agroalimentaire. La cérémonie a eu lieu à l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie (INRAA), d'El Harrach, en présence de l'ambassadeur et chef de délégation de l'Union Européenne, Marek Skolil, l'ambassadeur de France en Algérie, André Parant et l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Michel Giacomelli.

Inscrit dans le cadre de l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union Européenne dans le

domaine de l'agriculture, des forêts et de la pêche, la mise en place de cet Observatoire devrait, selon Rachid Benaïssa «contribuer, d'une part, à appuyer la politique du renouveau agricole et rural par le renforcement des systèmes d'information et des services statistiques du MADR et, d'autre part, à donner de meilleures capacités d'investigation aux organismes de recherche tels que l'INRAA et les instituts techniques placés sous la tutelle du MADR».

Une base de données pour la diffusion d'informations sur les prix

D'une durée de deux années, ce projet de jumelage ambitionne,

selon le directeur général de l'INRAA, Fouad Chahat, d'«assurer une meilleure connaissance du secteur agricole et agroalimentaire grâce à l'observation des données et à leur analyse».

Il est aussi question, toujours selon ce dernier, d'«assurer un meilleur suivi de la dynamique des différentes filières, et notamment des filières prioritaires que sont celles des céréales et des légumes secs, du lait, de la pomme de terre, de l'huile d'olive et des dattes».

Le DG de l'INRAA a aussi relevé le rôle de cet Observatoire qui «permettra aux différentes directions du MADR de scruter l'avancement des programmes du renouveau agricole et rural et aider à l'amélioration éventuelle du contenu de ces programmes, faciliter les travaux de recherche et les analyses sectorielles conduits par l'INRAA et les instituts techniques par la mise à dis-



Pour une meilleure régulation des marchés agricoles et alimentaires.

position d'une base de données partagées».

Ce qui, aux yeux des participants, conduira nécessairement à une «meilleure transparence des marchés notamment par la diffu-

sion d'informations sur les prix, aider et faciliter la prise de décision publique en matière de régulation des marchés agricoles et alimentaires».

M. M.